Les spécificités des maires du pourtour méditerranéen français

Michel Koebel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8599>

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2017

Pagination : 121-139

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Michel Koebel, « Les spécificités des maires du pourtour méditerranéen français », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 94 | 2017, mis en ligne le 15 décembre 2017, consulté le 08 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8599>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Les spécificités des maires du pourtour méditerranéen français

Michel Koebel

- 1 Les près de 37 000 maires de France ne se ressemblent évidemment pas tous. Il paraît même évident de penser que briguer un tel mandat municipal relève d'un choix personnel, de rencontres dues au hasard, parfois de tout un parcours de vie, et souvent d'une incitation de proches qui sentaient qu'une personne était « faite » pour diriger une commune. Il est certain que, plus on se rapproche d'un édile et que l'on essaie d'analyser sa trajectoire, plus on a tendance à voir dans celle-ci un cas tout à fait particulier, différent de tous les autres. C'est d'ailleurs le plus souvent ainsi que les maires se présentent quand on leur demande comment ils en sont arrivés là¹. Et, en effet, qui aurait l'idée de dire qu'il ressemble à beaucoup d'autres, qu'il ne se distingue pas des autres, et en particulier quand il s'agit d'un élu qui a dû organiser une campagne électorale pour briguer ou conserver ce poste, qui a dû affronter d'autres candidats et donc se distinguer d'eux, ou au moins donner une image de lui-même qui le distinguait du commun des citoyens et justifierait pourquoi lui et pas un autre serait capable de diriger la commune ?
- 2 À trop se rapprocher des individus, on risque pourtant de se perdre dans les détails – tout à fait intéressants par ailleurs et qui contribuent à connaître et à expliquer les trajectoires –, et d'oublier qu'il peut exister des ressemblances, peut-être des invariants, des logiques sociales d'accès à certaines fonctions et, au final, pour ce qui nous intéresse ici, qu'on ne devient pas maire par hasard.
- 3 Pour cela, comme l'expliquait déjà Émile Durkheim dès la fin du XIX^e siècle², il faut prendre du recul, et parfois recourir aux statistiques – quand c'est possible –, afin de voir des logiques collectives là où le sens commun veut croire en des logiques individuelles. C'est le prix à payer pour essayer de comprendre ce dont un individu n'a pas forcément conscience, et, dans le cas qui nous occupe, peut même aller à l'encontre de ses croyances – être « unique » – et peut même devenir gênant dans la mesure où ce qu'il croyait devoir à un mérite personnel peut parfois se résumer en un effet social auquel il n'a contribué lui-même qu'à la marge.

- 4 Les caractéristiques des acteurs évoluant dans le champ politique national, les logiques d'accès à celui-ci ainsi que ses fondements ont déjà été largement décrits et analysés³. Les logiques spécifiques de l'espace politique local – qui en feraient un champ à part entière – restent toujours à découvrir⁴ : les logiques locales sont très proches de celles qui prévalent pour le champ politique national, même si le filtrage social peut-être considéré comme moins puissant⁵.
- 5 Les variations régionales restent quant à elles encore peu explorées. Des études territorialisées ont certes été réalisées – souvent dans le cadre de thèses où le choix de concentration de l'analyse sur un territoire est lié aux multiples contraintes qui pèsent sur les doctorants –, mais la caractérisation des données recueillies souffrait souvent des difficultés à les comparer, puisque les données nationales sont longtemps restées inexistantes ou parcellaires. Une étude comparative a permis de constater de fortes variations des caractéristiques de maires selon les régions, sans vraiment trouver de logiques explicatives⁶.
- 6 La sollicitation d'un groupe de chercheurs s'intéressant à l'identité et la culture en Méditerranée et plus particulièrement aux élites politiques françaises de ces régions⁷ ont été suffisamment stimulantes pour tenter, dans cet article, de mettre à profit les connaissances déjà accumulées sur les élus locaux en France pour s'interroger sur les spécificités éventuelles des maires du pourtour méditerranéen français en ce début du XXI^e siècle. La richesse des données disponibles est, quant à elle, récente, ce qui a pour conséquence directe de rendre difficile une comparaison dans le temps afin de percevoir de possibles évolutions. C'est pourquoi la présente étude propose une vision synchronique avec quelques propositions d'explication sociologique.

Données disponibles et choix méthodologiques

- 7 Les données sur lesquelles se fonde la présente analyse correspondent à la mandature 2008-2014, et plus précisément celles du RNE (Répertoire national des élus) mis à jour par les services du ministère de l'Intérieur au début de l'année 2010⁸.
- 8 L'une des raisons du choix de la mandature municipale ayant débuté en 2008 correspond à la disponibilité inédite de certaines données : c'est pour la première fois en effet que les données collectées par le ministère de l'Intérieur comportent – en plus des autres caractéristiques habituellement disponibles – des éléments sur l'appartenance politique de tous les élus locaux français des communes de plus de 3 500 habitants, avec, en plus, la disparition de la modalité « sans étiquette » dans les possibilités de choix (cette valeur refuge était très fréquemment choisie par les maires des petites communes). De plus, les données comportent des éléments précis sur la place des élus dans la hiérarchie des postes au sein des municipalités (le rang des adjoints principalement), ce qui permet de mieux mettre en perspective les caractéristiques des maires.
- 9 Une première précaution méthodologique a consisté à tenir compte des logiques sociales qui avaient déjà été repérées chez les élus des communes françaises dans de précédents travaux (déjà cités plus haut), afin de garder une certaine vigilance dans les interprétations.
- 10 La seconde précaution est liée à l'objet même de cette analyse : qu'est-ce que le pourtour méditerranéen ? Et quelles communes cela représente-t-il ? Plutôt que de

nous lancer dans de dangereux calculs de distance à la côte (Montpellier, par exemple, peut-elle être considérée comme faisant partie des villes à prendre en compte alors que sa frontière administrative ne touche par la mer ?), nous sommes très vite revenu à notre questionnaire de départ, à savoir cette caractérisation de profil, qui ne peut se concevoir que dans une perspective comparative, et qui devait aussi tenir compte de l'accessibilité aux données. Aussi, nous avons créé une variable liée d'une part aux entités administratives disponibles (communes, et départements) et d'autre part à l'existence d'une frontière territoriale touchant la mer Méditerranée. Nous avons ainsi obtenu quatre types de communes qui caractérisent un degré de proximité décroissant avec cette mer : les communes du LM (littoral méditerranéen), c'est-à-dire dont une partie de la frontière administrative touche la mer Méditerranée ; les autres communes d'un département du LM (c'est-à-dire les départements dont une partie au moins des frontières touche la mer) ; les communes d'un département qui touche l'un des départements du LM (avec une exception : j'y ai ajouté la Drôme, très proche de cette définition) ; et enfin toutes les autres communes de France, c'est-à-dire les plus éloignées du LM.

Carte 1 ⁹. La construction de quatre catégories de communes selon l'éloignement du littoral méditerranéen (LM)

- 11 Cette variable, que nous avons nommée « Proximité du littoral méditerranéen », correspond donc essentiellement à un coefficient d'éloignement géographique progressif de ce littoral, qui va être croisée avec toutes les autres données disponibles. La première catégorie (qui sera désignée dans l'ensemble des graphiques suivants : « ProxLM+++ ») rassemble 184 communes, la seconde (« ProxLM++ ») 1 942, la troisième (« ProxLM+ ») 2 743 et la dernière (« ProxLM- ») 30 943, sur les 35 822 communes de l'échantillon disponible dans le RNE en 2010 (cf. Carte 1).

- 12 Cette construction de variable reste bien entendu le résultat d'un compromis. En effet, la notion de « proximité » à la mer Méditerranée, lorsqu'il est question de culture et d'identité, ne peut se résumer à une distance géographique. Il aurait été peut-être plus judicieux de prendre en compte la distance sous forme de durée de déplacement, ce qui aurait nécessité de prendre en compte les différents types de voies de communication. Il aurait fallu alors y ajouter aussi les notions de bassin de vie ou de zones d'attractivité, et prendre en compte également des données historiques sur les zones d'influence culturelle. Tout cela aurait sans doute apporté une certaine finesse d'analyse, mais aurait exagérément complexifié ce qui devait rester une première approche destinée à faire apparaître un certain nombre d'hypothèses de travail pour des travaux ultérieurs plus approfondis.

Graphique 1. Pourcentage, selon la taille, des communes situées loin du LM et sur ce littoral ¹⁰

- 13 Une donnée supplémentaire a été intégrée à l'analyse, afin de relativiser l'éventuel profil spécifique de ces maires : il s'agissait de les replacer dans leurs environnements spécifiques, à savoir la composition sociale de la population des départements concernés (cette donnée n'a pas pu être obtenue pour les 184 communes du littoral et ne sera donc analysée que pour les trois autres modalités de la variable construite).
- 14 Enfin, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, la taille de la commune est un élément incontournable pour comprendre les caractéristiques spécifiques des élus étudiés. En effet, les communes du LM ne sont pas représentatives de l'ensemble des communes françaises sur le plan de la taille (voir graphique 1) : les communes de plus de 2 500 habitants sont très largement surreprésentées, ce qui aurait pu poser un problème dans l'interprétation des résultats si cette réalité n'avait pas été prise en compte. La seule taille qui correspond aux moyennes nationales se situe entre 700 et 2 500 habitants, ce qui nous a conduit, dans la présentation ultérieure des résultats, à utiliser trois catégories de tailles, à partir de ces deux seuils : 700 et 2 500 habitants¹¹.

Logiques générales de différenciation des élus en France

- 15 Si l'on cherche à savoir si les maires français élus « en terre méditerranéenne » correspondent ou non à un profil spécifique, il faut connaître les caractéristiques générales des maires français et ce qui les fait varier.
- 16 Une première donnée fondamentale correspond à la taille des communes. Aucune analyse ne peut ignorer cette variation qui surpasse toutes les autres (cf. graphique 2), dans la mesure où s'accroît avec la taille de la commune l'enjeu politique, matériel et symbolique des positions de pouvoir briguées : les « heureux élus » obtiennent plus de pouvoir, plus d'indemnités, plus de reconnaissance sociale.
- 17 Toutes les autres variations semblent découler de cette première donnée : l'importance de la fonction et tous les bénéfices qui y sont associés rend la compétition plus rude et met sur les rangs des candidats déjà en quelque sorte présélectionnés par leurs compétences et leur notoriété, acquises d'abord dans leur famille d'origine, puis au cours de leur formation, leur expérience professionnelle, mais également lors de l'exercice de précédents mandats (dans le domaine politique et parfois syndical, voire associatif).
- 18 Les tâches que doivent accomplir les élus – et en particulier les maires – sont devenues de plus en plus complexes à mesure que la décentralisation s'est accentuée. Les compétences nécessaires pour les mener à bien sont de plus en plus nombreuses et concernent tous les aspects du parcours d'un maire, de la campagne électorale jusqu'à la gestion au quotidien de la mairie – de ses élus (de la majorité comme de l'opposition), de son personnel, de ses finances, de tous les partenariats à engager et des tutelles diverses à convaincre ou à mobiliser en vue d'obtenir de nouveaux moyens. Rien que la campagne électorale nécessite déjà de nombreuses compétences – d'autant plus pointues que la taille de la commune augmente – si l'on veut espérer remporter les élections – pour se faire élire ou réélire – : depuis la capacité à organiser une campagne électorale – avec toute la maîtrise des moyens de communication afférents, la mobilisation de soutiens, la gestion d'une équipe de campagne – qu'il faudra ultérieurement rétribuer d'une manière ou d'une autre, en passant par la capacité à obtenir l'investiture d'un parti politique – avec tout ce que cela demande en investissement préalable –, jusqu'à la maîtrise des nombreux domaines concernés par la gestion municipale, de manière à pouvoir être crédible lorsque l'on propose d'élaborer de nouveaux projets pour la commune, capacité à argumenter et à convaincre, avec des arguments tant sur le plan financier, juridique, administratif que politique, sans oublier les capacités à mobiliser une foule, en sachant parler en public, en gérant son apparence et en trouvant les mots pour gagner la confiance des électeurs. De ce point de vue, un maire, presque plus qu'un parlementaire ou qu'un conseiller régional ou général qui ont la possibilité de se spécialiser dans certaines questions, se voit contraint de maîtriser pratiquement tous les secteurs de la vie publique locale, de l'économie au social, de l'urbanisme à la gestion des ressources humaines, sans oublier les aspects juridiques dans chacun d'entre eux.

Graphique 2. Catégorie socioprofessionnelle des maires selon la taille des communes ¹²

- 19 Toutes ces ressources ne s'acquièrent pas en un jour : ce n'est pas en décidant de briguer un mandat que l'on commence à tenter d'acquérir les compétences pour y parvenir (ou alors les chances d'y parvenir sont minces voire nulles, sauf si l'on croit à tort ne pas en disposer déjà). Dans l'immense majorité des cas, cela se passe bien en amont. L'intérêt pour la politique est déjà en germe dès l'enfance et l'influence du milieu familial conditionne déjà la simple possibilité d'envisager de s'engager dans cette voie¹³. De la même manière, ces compétences – mais également le sentiment de disposer des compétences nécessaires – sont fortement liées au type d'études poursuivies et au niveau d'études atteint, à la profession exercée par le candidat potentiel (qui peut, selon la profession exercée, lui conférer une expérience réutilisable dans le domaine de la gestion d'une collectivité). Elles dépendent également de son âge et de son sexe. Malgré la loi sur la parité et les transformations du profil des élus locaux qu'elle a provoquées, les hommes se sentent toujours plus autorisés que les femmes à faire de la politique et à en parler). Des effets comparables peuvent être observés en ce qui concerne l'âge : contrairement à bien d'autres domaines de la vie sociale – en particulier le domaine professionnel –, en politique – même dans les plus petites communes – on ne fait *a priori* pas confiance aux jeunes, et l'âge fonctionne comme l'équivalent d'un accumulateur presque automatique d'expérience, de sagesse, et, en définitive, de capacité à diriger une collectivité territoriale ou un pays (le jeune âge est souvent synonyme d'instabilité dans les représentations des électeurs, ce qui est le contraire de ce qu'ils souhaitent généralement, par peur du changement). Enfin, aux différentes professions est également associé un capital symbolique, lié à la position occupée par la profession dans la hiérarchie socioprofessionnelle – ce qui conditionne grandement la hiérarchie sociale – et les électeurs, en dehors de tout jugement objectif sur les compétences des candidats, auront tendance à les classer en fonction de leurs professions, de leur sexe, de leur âge¹⁴. Ce n'est pas un hasard si ces trois caractéristiques sont presque systématiquement présentes sur les listes présentées à leurs électeurs potentiels par les candidats durant la campagne : il s'agit d'une stratégie – pas toujours consciente d'ailleurs – de présentation de soi destinée à gagner la confiance des électeurs¹⁵.

- 20 Ainsi, les chefs d'entreprises, professeurs, avocats et autres professions intellectuelles sont très avantagés – et leur forte surreprésentation dans les statistiques des maires en sont l'une des conséquences – : non seulement ces professions sont associées à des compétences développées au cours des études puis dans le cadre de l'exercice professionnel, mais, dans les représentations de nombre d'électeurs – surtout ceux qui n'ont pas atteint ce niveau dans la hiérarchie des professions –, elles confèrent à leurs représentants un capital symbolique qui va jouer comme capital de confiance chez les électeurs : on aura plus tendance à confier les clés d'une mairie à un chef d'entreprise ou un avocat qu'à un employé ou un ouvrier, quel que soit le niveau de compétence « réel » des personnes en question¹⁶.
- 21 Au final, on peut aisément affirmer que les postes les plus prestigieux au sein de l'espace politique local restent aux mains d'une élite sociale et politique locale, masculine et âgée, à peine transformée par les évolutions démographiques et les injonctions à la parité. Il faut évoquer dans ce domaine l'étude que j'ai réalisée sur les adjoints au maire de 79 villes moyennes françaises dont les résultats sont édifiants : lorsque l'injonction à la parité gagne la sphère de pouvoir la plus proche du poste le plus prisé – en l'occurrence, l'élection des adjoints –, la logique de la domination masculine trouve des voies détournées pour s'imposer en attribuant aux femmes jusqu'à 93 % des adjoints s'occupant de l'enfance, de la petite enfance et de la famille, pendant que les hommes s'attribuent plus de 70 % des postes consacrés aux finances et à l'urbanisme – les postes les plus prestigieux de l'exécutif, parce que placés le plus souvent dans les rangs les plus élevés¹⁷.

L'âge et le sexe des élus du littoral méditerranéen

- 22 Ayant toujours à l'esprit qu'un jeune âge, en politique, ne signifie en rien dynamisme et compétence, la constatation que les conseillers municipaux sont d'autant plus âgés que l'on se rapproche du LM – la moyenne d'âge passe de 49,6 à 52,7 ans – est plus à interpréter comme l'existence d'une barrière plus grande à franchir pour être élu. Le décalage n'est pas énorme, mais il est statistiquement significatif, et il est légèrement plus important dans les petites communes. Pour ce qui est des maires, l'écart se resserre – en passant de 56,9 à 58,4 ans (voir graphique 3) – mais tout en restant significatif statistiquement.

Graphique 3. L'âge des maires selon la proximité à la Méditerranée ¹⁸

- 23 À ce stade de l'analyse, il serait tentant de se demander si l'âge moyen de la population des territoires étudiés ne serait pas à l'origine de cette différence d'âge des élus. En effet, les statistiques de l'INSEE ont depuis longtemps révélé que les régions du sud de la France rassemblaient une proportion de retraités et de personnes âgées plus importante qu'ailleurs en France, et que cela peut faire varier significativement les moyennes d'âge. En effet, dans les deux régions du sud de la France et en Corse, les plus de 60 ans représentaient en 2010 plus de 26 % de leur population, alors que la moyenne en France métropolitaine se situait à 22,8 %, et l'âge moyen passait de 38,7 à 40,6 ans. Il faut noter que chiffres élevés pour le Sud ne sont pas une spécificité de ces régions. On retrouve en partie ces écarts de moyennes d'âge quand on les applique à la population des départements que nous avons regroupés dans notre variable construite, à mesure que l'on se rapproche du LM : la moyenne nationale se situe à 39,5 ans, les départements intermédiaires (ProxLM+) à 40,0 ans et les départements touchant la Méditerranée (ProxLM++) à 40,7 ans.
- 24 Mais une telle comparaison supposerait d'admettre qu'une variation de caractéristique de la population serait déterminante pour sa représentation parmi les élus : pourquoi l'âge moyen de la population devrait-il influencer celui des élus ? Toutes nos recherches, résultats et analyses jusqu'à présent ont montré que les élus – et les maires plus encore que les conseillers municipaux ordinaires et que les adjoints – ne sont pas représentatifs de la population qu'ils sont censés représenter (d'où toute l'ambiguïté de l'expression « démocratie représentative » et notamment une partie de l'argumentaire qui a conduit à l'adoption de la loi sur la parité). Il suffit de se pencher sur la représentation des femmes à la fonction de premier magistrat, puisque leur représentation dans la population est sensiblement identique selon les régions. L'écart entre les régions du Sud et la moyenne nationale n'est que de 0,2 % en 2010, alors que les taux de féminisation des maires passe presque du simple au double (de 7,6 % à 14,3 %, cf. Graphique 4), ce qui montre, au moins pour le sexe, une déconnexion complète entre population représentée et représentants.

Graphique 4. Taux de féminisation des maires selon la proximité à la Méditerranée

- 25 Pour ce qui concerne le reste du conseil municipal, on observe paradoxalement l'effet inverse : plus on s'approche de la mer, plus les conseils municipaux sont féminisés. Cela aurait de quoi étonner si nous n'avions pas pris la précaution de signaler plus haut que les communes du LM ne sont pas représentatives de la moyenne française, avec une forte surreprésentation des plus grandes communes. Or la loi sur la parité ne s'applique qu'au-dessus de 3 500 habitants. C'est ce qui explique ce paradoxe. En ne prenant en compte que les communes les plus petites (moins de 2 500 habitants), on constate que là aussi on retrouve significativement moins de femmes dans les conseils municipaux des communes du littoral (27,6 % contre 31,5 % pour les communes les plus éloignées).
- 26 Ce n'est que dans les communes de plus de 2 500 habitants que les taux remontent et se rapprochent un peu plus de la parité. Si l'on ne retient que les communes où la loi sur la parité s'applique (au-delà de 3 500 habitants), on parvient à une moyenne de 48 % de femmes dans les conseils municipaux. Pas 50 %, parce que les cas où les listes – aussi bien des vainqueurs que des vaincus – commencent par un homme sont bien plus nombreux que le contraire, ce qui mécaniquement produit cette impossibilité pour les femmes d'atteindre ou de dépasser les 50 % de conseillers. Cependant, quelle que soit la proximité de la Méditerranée, les taux ne s'éloignent du chiffre moyen que de manière infime.
- 27 Ces résultats – plus on se rapproche de la Méditerranée, plus il est difficile pour les femmes et les jeunes d'accéder à la fonction de maire – ne doivent pas faire oublier que les taux de féminisation des fonctions et l'âge moyen auquel on peut espérer y accéder varient – cette fois fortement – en fonction de leur position dans la hiérarchie municipale, et ce, partout en France : les maires sont en effet beaucoup plus âgés que la moyenne des conseillers municipaux (plus de sept ans d'écart), et les taux de

féminisation passe de 14,6 % chez les maires à 24,0 % chez le 1^{er} adjoint, 34,7 % chez les autres adjoints et 38 % chez les autres membres du conseil municipal.

La catégorie socioprofessionnelle des élus

- 28 De toutes les caractéristiques que les données disponibles ont permis l'étude, la catégorie socioprofessionnelle est celle qui apparaît la plus discriminante au regard de ce qui nous préoccupe : le portrait des élus méditerranéens. Quelle que soit la manière dont on se saisit de la question – que ce soit par la taille des communes ou par le poste occupé dans la hiérarchie des élus – on parvient toujours au même résultat : plus on se rapproche du LM, plus augmente la sélectivité sociale, que l'on peut interpréter comme un filtrage social dans l'accès à la position d'élu.
- 29 On voit nettement (cf. graphique 5) que les ouvriers – déjà très faiblement représentés – disparaissent à mesure que l'on se rapproche du LM ; les taux des employés et même des professions intermédiaires ont eux aussi tendance à baisser, comme celui des agriculteurs ; tandis que le taux de représentation des CPIS (cadres et professions intellectuelles supérieures) expose littéralement, ainsi que celui des Art/Comm/ChE (artisans, commerçants et chefs d'entreprises), mais dans une moindre mesure.
- 30 Si l'on prend en compte la taille de la population, on s'aperçoit que, quelle que soit la taille, la logique de filtrage social progressif à mesure que l'on se rapproche du LM reste identique, même si les proportions varient : plus la taille de la commune augmente, plus le filtrage est puissant et laisse les agriculteurs exploitants et les ouvriers surtout – les Art/Comm/ChE dans une moindre mesure – hors des conseils municipaux, au profit surtout des CPIS, puis des professions intermédiaires. Si les employés semblent se maintenir, c'est du fait de l'obligation de la parité dans les communes urbaines, phénomène relativement récent donc qui a pour ainsi dire légèrement diversifié la composition sociale des conseils municipaux.

Graphique 5. Catégorie socioprofessionnelle (6 postes ¹⁹) des conseillers municipaux selon la proximité à la Méditerranée

- 31 Mais cette diversification sociale est toute relative, puisqu'elle ne concerne que très peu les maires (et uniquement dans les plus petites communes), chez lesquels la domination sociale des CPIS est impressionnante, et ce d'autant plus que l'on se rapproche du LM (voir graphique 6).
- 32 Nous ne reprendrons pas les mêmes explications déjà évoquées plus haut à propos de l'âge et du sexe pour savoir si ces sous- ou surreprésentations ne correspondraient pas à des effets équivalents dans la population de ces territoires. Nous avons néanmoins réalisé une comparaison (voir graphique 7) nous permettant de constater qu'il est effectivement là aussi impossible de trouver une corrélation quelconque : on ne peut ainsi pas attribuer la sélectivité parmi les élus à la plus grande présence de telle ou telle catégorie dans la population. On trouve même un peu *moins* de CPIS dans la population des départements touchant LM par rapport aux autres départements qui en sont plus éloignés (alors que pour les élus, la tendance est inverse). La lecture du graphique peut donner l'impression que d'autres catégories (ouvriers, agriculteurs) possèdent la même structure entre population et élus, mais il ne s'agit que d'un effet visuel : les variations ne se font pas du tout dans les mêmes proportions. Dans le cas des ouvriers par exemple, on a deux à trois fois moins d'ouvriers chez les élus, alors que dans la population, la variation n'est que d'un sixième. Le graphique pour les seuls maires – non reproduit ici – ne diffère guère de celui pour l'ensemble des conseillers municipaux ; elle accentue un peu les tendances indiquées ci-dessus (notamment pour ce qui concerne les élus CPIS des départements du LM). Dans les plus grandes communes (plus de 2 500 habitants), on constate aussi que les maires agriculteurs exploitants sont d'autant plus représentés que l'on se rapproche de la Méditerranée, alors qu'ils se raréfient dans la population dans les départements du LM.

Graphique 6. Catégorie socioprofessionnelle (6 postes ²⁰) des maires selon la proximité à la Méditerranée

Graphique 7. Les catégories socioprofessionnelles des élus comparées à celles de la population selon la proximité au LM ²¹

La tendance politique des élus

- ³³ L'obligation faite aux élus de déclarer leur sensibilité politique (sans la possibilité de choisir l'option « sans étiquette ») ne s'est appliquée que depuis les élections de 2008 et que pour les communes de plus de 3 500 habitants. Ainsi, quand on analyse la tendance

politique de tous les conseillers municipaux, une grande partie d'entre eux sont classés dans les « non concernés » (voir graphique 8).

Graphique 8. La tendance politique des élus selon la taille des communes et la proximité du LM

- 34 On voit néanmoins une première tendance : parmi les élus pour lesquels la sensibilité politique est connue ou déclarée, ceux des communes situées sur le LM semblent à première vue bien plus « encartés » que les autres, c'est-à-dire repérés comme faisant partie d'une formation politique précise. Cependant, nos précédentes études ont montré qu'il existe deux effets qui se conjuguent en la matière : les taux d'appartenance à des formations politiques croissent avec la position dans la hiérarchie municipale, mais également avec la taille de la commune. De plus, la fiabilité des informations recueillies par les préfetures au moment de la candidature se concentrent surtout sur les maires – quand l' élu ne déclare pas spontanément son appartenance, ce sont les services préfectoraux qui le font pour lui, et parfois à son insu – et pas forcément sur le reste du conseil municipal. Pour tenir compte de ces deux effets, nous ne retiendrons dans cette dernière analyse que les maires, en les différenciant selon la taille de la commune (et en utilisant pour cela le seuil de 700 et 2 500 habitants pour tenir compte aussi du fait que notre échantillon n'est pas représentatif en fonction de la taille des communes), et en ne prenant en compte que les maires ayant déclaré une appartenance à un parti (quelle que soit sa position sur l'échiquier politique) ou ayant été repérés comme tel par les services préfectoraux. On voit alors nettement (voir Graphique 9) que, quelle que soit la taille, le taux de maires « encartés » s'élève assez régulièrement – et significativement sur le plan statistique – avec la proximité du LM²². Quand on prend en compte l'appartenance à des partis de gauche ou de droite, la situation apparaît alors plus contrastée : l'effet de proximité constaté est particulièrement marqué chez les élus classés dans des partis de droite ou d'extrême droite.

Graphique 9. Taux de maires « encartés » selon la taille des communes et la proximité du LM

Synthèse et hypothèses explicatives

- 35 Au terme de cette analyse des caractéristiques des élus des communes françaises selon leur proximité avec la Méditerranée, un constat général peut être fait : plus on se rapproche du LM, plus les élus locaux – et plus particulièrement les maires – font partie d’une élite sociale et politique locale, âgée et masculine. Cette plus forte sélectivité sociale ne peut être attribuée à une configuration particulière de la population de ces territoires, qui aurait pu être conçue comme un vivier de citoyens éligibles, du fait notamment de la déconnexion – en termes de représentativité –, depuis longtemps attestée, entre les représentants et les représentés.
- 36 L’effet constaté ressemble en tout point à celui qui différencie les caractéristiques des élus en fonction de la taille des communes et en fonction de la position du poste dans la hiérarchie municipale. Or ces deux types de hiérarchies sont en rapport direct avec l’étendue du pouvoir détenu par les élus correspondants. Le législateur a même traduit en gradation de l’indemnité versée aux élus ces deux données, mais il ne faut surtout pas croire que les seules indemnités associées à des postes et des fonctions au sein des municipalités soient les principaux moteurs de leur attrait. Le premier avantage qu’un maire – ou un adjoint, dans une moindre mesure – acquiert à travers le poste qu’il occupe est d’ordre symbolique : c’est le pouvoir – même s’il est limité dans de nombreux aspects – d’imposer sa manière de concevoir l’avenir de la commune, dans ses grandes lignes mais également dans ses moindres détails ; c’est le pouvoir, dans cette perspective, d’avoir à sa disposition diverses ressources, en personnel municipal (plus ou moins obéissant), en moyens financiers (dont l’importance dépend aussi de l’étendue des réseaux extra-municipaux dont dispose l’élu), en possibilité de maîtrise

(relative) de la communication – au moins municipale –, etc. Occuper le poste de premier magistrat – et, dans une moindre mesure, d'adjoint au maire –, c'est aussi avoir la possibilité de nommer des collaborateurs en fonction de ses propres critères de choix, comme, le cas échéant, les membres de son cabinet, mais également certains directeurs de services – ceux qui occupent des postes dits « fonctionnels », c'est-à-dire révocables, même sur des critères politiques –, mais également tout autre poste de fonctionnaire sur contrat – sans passer par les concours de la fonction publique – ; c'est aussi avoir la possibilité de maîtriser certains aspects de l'administration locale qui peuvent donner de petits ou gros avantages matériels à certains administrés plutôt qu'à d'autres, et ainsi « rémunérer » de bons et loyaux services passés (par exemple, pendant la campagne électorale) : « petite adaptation d'un plan local d'urbanisme (qui peut rapporter gros à des propriétaires fonciers de terrains non constructibles par exemple) ; allègements fiscaux à des chefs d'entreprise ; subventions diverses ; logements peu onéreux ; places en crèche ; [ou] autres passe-droits divers et variés, souvent à la limite de la légalité »²³.

- 37 La question qui se pose dès lors est de comprendre ce qui rend les postes d'élus plus attractifs et plus prisés à mesure que l'on se rapproche du LM ?
- 38 Une première réponse est liée à l'attractivité des territoires situés au sud de la France, du fait des conditions météorologiques²⁴ – considérées comme plus favorables dans les représentations communes, à grand renfort de messages publicitaires – et de la présence de la mer avec toutes les activités touristiques et sportives qui peuvent y être associées, et que l'on peut constater autant par les migrations estivales et l'afflux de touristes que par l'attractivité migratoire de ces régions, notamment de retraités. Les analyses d'attractivité territoriale de l'Insee montrent d'ailleurs que « le cumul du tourisme et de l'installation des retraités demeure [...] une spécificité du littoral »²⁵, alors que l'attractivité touristique concerne aussi beaucoup les régions montagneuses (voir cartes 2 et 3). La migration des populations à l'intérieur du pays confirme l'attractivité de ces territoires en dehors du simple tourisme (voir carte 4). Même si les départements du LM ne sont pas les seuls à attirer de nouvelles populations en France, les trois régions touchant le LM sont parmi les mieux placées, y compris dans les projections réalisées par l'Insee à l'horizon 2040 (en tête pour le Languedoc-Roussillon, en première partie de tableau pour les régions Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur)²⁶.
- 39 Ces réalités climatiques, interprétées comme pouvant signifier un mieux-être – provisoire ou permanent –, ont des effets d'attractivité en provoquant des migrations mais ayant des conséquences économiques indéniables (notamment par la présence de nombreux touristes), ce qui pourrait en partie expliquer une plus grande attractivité des postes d'élus dans ces territoires : les personnes s'engageant dans la conquête du pouvoir local pourraient penser – à tort ou à raison – qu'il y a plus à y gagner qu'ailleurs en termes de pouvoir et de profits matériels ou symboliques associés. Le prestige des fonctions municipales (plus que départementales d'ailleurs) ont été attestées sur le littoral corse par les travaux de Jean-Louis Briquet²⁷.
- 40 Mais, au-delà de l'attractivité des postes eux-mêmes, il existe peut-être dans ces régions une utilisation plus active qu'ailleurs des positions occupées et des ressources qu'elles procurent, décrites plus haut.
- 41 Quand on essaie d'explorer le côté illégal des avantages que tentent de s'octroyer les élus locaux, on se heurte à plusieurs obstacles : les Chambres régionales des comptes éprouvent des difficultés à entrer dans le détail de la gestion des collectivités faute de

moyens²⁸ ; la plupart des manquements observés sont classés sans suite ; enfin, il est très difficile d'obtenir des détails sur les condamnations effectives des élus. Dans son rapport 2013 adressé au ministère de la Justice, le Service central de prévention de la corruption a réalisé une étude spécifique sur la prévention de la corruption dans les collectivités territoriales. Il pointe néanmoins – après de multiples précautions méthodologiques – la hausse importante et régulière du nombre d'élus locaux mis en cause dans des affaires en France au cours des vingt dernières années, passant de 515 pour la mandature 1995-2001 à 721 pour la mandature 2008-2014 (alors même qu'elle n'était pas encore achevée)²⁹. Il ne contient aucun détail sur l'origine géographique des élus, mais cite un rapport publié en ligne par une organisation non gouvernementale – *Transparency international* – spécialisée dans la lutte contre la corruption : dans une comparaison internationale, les données concernant la France (datant de décembre 2014) – où les condamnés sont très majoritairement des élus locaux – sont classées par départements et régions³⁰, ce qui nous a permis de comparer les départements du littoral méditerranéen avec la moyenne française, et de constater ainsi qu'ils sont deux fois plus touchés par la corruption que la moyenne ; en pondérant ces chiffres selon le nombre d'élus locaux que comporte chaque département, les départements du LM apparaissent alors comme trois à quatre fois plus corrompus que la moyenne nationale. S'agirait-il d'un trait culturel des « Méditerranéens », d'une certaine défiance vis-à-vis des règles imposées par l'État central ? Sans doute pas seulement, puisque l'un des départements les plus touchés n'est autre que Paris.

- 42 On peut néanmoins se demander si le fonctionnement peu démocratique des collectivités territoriales françaises – et notamment le fait que le pouvoir soit concentré sur le maire et sa garde rapprochée – ne sont pas pour quelque chose dans le développement d'un système de profits personnels – qu'ils soient illégaux ou à la limite de la légalité – dans le secret des bureaux des édiles. De ce point de vue, le récent abaissement à 1 000 habitants du seuil à partir duquel s'impose le scrutin de liste ne fera que développer cette absence de collégialité au sein des conseils municipaux, et reléguant les conseillers « ordinaires » – et même une partie des adjoints, et en particulier les femmes, rentrées massivement dans les exécutifs locaux à la faveur de l'application là aussi de la loi sur la parité – dont des rôles de figurants, entre une opposition rendue stérile par les règles de scrutin (qui la rendent ultra minoritaire) et une majorité, silencieuse parce que inféodée au maire depuis le moment où elle a accepté de faire partie de sa liste. La montée en puissance de l'intercommunalité n'ira pas non plus dans le sens d'une démocratisation de l'accès à des postes permettant de participer un tant soit au destin de l'espace politique local, tant le pouvoir y reste concentré au sein de l'exécutif.

Cartes 2 et 3. Taux d'arrivée des retraités en 2008 (%) et part de l'emploi salarié dédié au tourisme en 2007 (%)³¹

Carte 4. Migrations interdépartementales de la population totale (migrations résidentielles sur 5 ans)³²

NOTES

1. Michel Koebel, *Le recours à la jeunesse dans l'espace politique local. Les conseils de jeunes en Alsace*, thèse de doctorat en sciences sociales sous la direction de Bernard Michon, Université des sciences humaines de Strasbourg, 1997.
2. Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, Flammarion, 1988 (1895).
3. Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Éditions du Seuil, 1978 ; *id.*, « Les logiques du recrutement politique », *Revue française de science politique*, vol. 30, n° 1, 1980, p. 5-45 ; Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorisation du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, 1981, p. 3-24. ; *id.*, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, 1984, p. 49-55.
4. Michel Koebel, « De l'existence d'un champ politique local », *Pouvoirs et démocratie locale - Cahiers philosophiques*, n° 119, octobre 2009, p. 24-44.
5. Daniel Gaxie et Patrick Lehingue, *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984 ; Michel Koebel, *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006 ; *id.*, « Les élus municipaux représentent-ils le peuple ? Portrait sociologique », *Métropolitiques*, mis en ligne le 3 octobre 2012, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-elus-municipaux-representent.html> ; *id.*, « Les hiérarchies du pouvoir local », *Les enjeux des élections municipales - Savoir/Agir*, n° 25, septembre 2013, p. 31-37 ; *id.*, « Le profil social des maires de France », *Le Maire - Pouvoirs*, n° 148, janvier 2014, p. 123-138 ; *id.*, « Dans l'ombre des maires. Le poids des hiérarchies dans le choix des adjoints des villes moyennes françaises », *Métropolitiques*, mis en ligne le 20 janvier 2014, URL : <http://www.metropolitiques.eu/Dans-l-ombre-des-maires.html>.
6. Michel Koebel, « Le profil social des maires de France », art. cit., p. 133-135. Cette étude avait déjà permis de constater certaines spécificités de la Corse.
7. Projet ANR « Identités et cultures en Méditerranée. Les élites politiques de la Révolution française à la V^e République » (ICEM) coordonné par Jean-Paul Pellegrinetti (2012-2016).
8. Les données du RNE portent sur 97 % des communes, soit un peu moins de 500 000 conseillers municipaux, certaines communes n'ayant toujours pas transmis leurs données en 2010, soit deux ans après les élections municipales de 2008. Elles donnent accès à un nombre limité de variables, dont celle retenues pour cette enquête furent : la commune et sa taille (son département et sa région), la place de l'élu au sein de la hiérarchie municipale (maire, adjoint – et son rang –, conseiller municipal), son âge, son sexe, sa catégorie socioprofessionnelle et sa tendance politique.
9. Le fond de carte a été gratuitement mis à disposition par Daniel Dalet © histgeo.ac-aix-marseille.fr.
10. La taille des communes provient du fichier RNE 2010 (ministère de l'Intérieur), qui est la taille officielle retenue pour les élections de 2008.
11. Le cas de la Corse est encore plus spécifique, puisque seuls 16 % des communes y ont plus de 1 000 habitants, alors qu'elles représentent 42 % des communes dans les autres départements du LM.
12. Le choix a été fait de ne retenir que les 6 premiers postes des 8 catégories de l'INSEE, seules à même de refléter la hiérarchie sociale (notamment pour les quatre dernières). Ce graphique a été publié dans la revue *Pouvoirs* : Michel Koebel, « Le profil social des maires de France », art. cit., p. 126.
13. Annick Percheron et René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Éditions Économica, 1991 ; Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

14. Pierre Bourdieu, « La représentation politique... », art. cit.
15. Le maire d'un village alsacien, ne voulant ni apparaître comme retraité – alors qu'il avait à peine plus de 50 ans – ni comme ancien fonctionnaire (il avait bénéficié à l'âge de 50 ans d'une préretraite de la fonction publique), s'est présenté sur sa liste comme « député suppléant » – ce qui n'a rien à voir avec un statut professionnel et qui correspond plus à un titre honorifique qu'à une fonction politique réelle –, alors que tous les autres candidats apparaissaient avec leur véritable profession.
16. Sur la question de la compétence des uns à juger des compétences des autres, un chapitre d'ouvrage est en cours de parution : Michel Koebel, « Le point aveugle de la notion de compétence », dans Solveig Fernagu Oudet et Christian Batal (dir.), *Les compétences d'hier à demain : du management des compétences au management des « capacités »*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
17. Michel Koebel, « Dans l'ombre des maires... », art. cit.
18. Ce graphique, ainsi que tous ceux qui suivent, a été élaboré à partir d'un traitement secondaire du RNE 2010 (ministère de l'Intérieur) via le logiciel de traitement statistique « Question ».
19. Si je n'ai retenu que six des huit postes des catégories de l'INSEE, c'est que ces six catégories sont beaucoup plus représentatives – et surtout les quatre dernières – de la hiérarchie sociale.
20. Cf. note 19.
21. Les données complémentaires (par rapport à celles issues du RNE 2010) proviennent de l'INSEE (recensement de la population de 15 ans ou plus en 2010). Les données n'ont pas pu être obtenues pour les 185 communes du littoral, d'où l'absence de la modalité ProxLM+++ dans ce graphique.
22. On retrouve également cette tendance chez les adjoints au maire des communes de plus de 2 500 habitants, surtout dans les communes du bord de mer, que l'on peut repérer comme les plus touristiques.
23. Michel Koebel, « Les élections municipales sont-elles politiques ? Enjeux locaux, enjeux nationaux », *Savoir/Agir*, n° 3, mars 2008, p. 103-108, p. 107.
24. Les territoires proches de la Méditerranée se distinguent nettement des autres territoires français du fait notamment de leurs températures les plus clémentes en hiver (caractéristique en partie partagée avec le reste du littoral), de la température durant la période estivale et du nombre d'heures d'ensoleillement par an.
25. Catherine Sourd, « L'attractivité économique des territoires. Attirer des emplois, mais pas seulement », *Insee Première*, n° 1416, octobre 2012, p. 1.
26. Olivier Léon, « La population des régions en 2040. Les écarts de croissance démographique pourraient se resserrer », *Insee Première*, n° 1326, décembre 2010.
27. Jean-Louis Briquet, *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.
28. Graziella Riou Harchaoui et Philippe Pascot, *Délits d'élus : 400 politiques aux prises avec la justice*, Paris, Éditions Max Milo, 2014.
29. Service central de prévention de la corruption, *La prévention de la corruption dans les collectivités territoriales*, Paris, Direction de l'information légale et administrative, 2014, p. 78.
30. Voir : *Transparency international*. URL : <http://www.visualiserlacorruption.fr/analysis> [consulté le 9 août 2015].
31. Source : Insee, recensement de la population 2008, DADS 2007 à 2009. Les cartes sont tirées de Catherine Sourd, « L'attractivité économique des territoires... », art. cit., p. 2.
32. Brigitte Bacaïni et David Levy, « Recensement de la population 2006. Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs », *Insee Première*, n° 1248, juillet 2009, p. 1.

RÉSUMÉS

L'analyse des caractéristiques des élus des communes françaises selon leur proximité de la Méditerranée à partir d'un traitement secondaire des données du Répertoire national des élus (2010) permet de constater que, plus on se rapproche du littoral méditerranéen, plus les élus locaux – et plus particulièrement les maires – font partie d'une élite sociale et politique locale, âgée et masculine. Cette difficulté supplémentaire pour se faire élire dans ces communes proches de la Méditerranée peut être attribuée à la plus grande attractivité des territoires correspondants et aux profits supplémentaires que les postes en question peuvent apporter à ceux qui parviennent à les occuper, et peut-être à une utilisation plus active qu'ailleurs des ressources – légales ou illégales – que leur position peut leur apporter.

The analysis of French town councillor's characteristics in relation to their proximity to the Mediterranean sea –through the secondary treatment of data from the 2010 French National Directory of Representatives– shows that the closer you get to the Mediterranean coast, the more local councillors –especially mayors– are part of a social and local political elite, predominantly elderly and male. The difficulty in getting elected in cities close to the Mediterranean sea can be explained by these territories' greater attractiveness, by the additional benefits that these positions can bring to those who manage to obtain them, and perhaps by a more active use than elsewhere of the resources –both legal and illegal– that such a position can bring.

INDEX

Mots-clés : élu local, maire, méditerranéen, attractivité, ressources, France

Keywords : town councillor, mayor, mediterranean area, attractiveness, resources, France

AUTEUR

MICHEL KOEBEL

Michel Koebel est maître de conférences à l'Université de Strasbourg, membre de l'unité de recherche « Sport et sciences sociales » (EA 1342) et membre associé de Sage (UMR 7363 : Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe). Spécialiste de l'espace politique local, il a publié aux Éditions du Croquant en 2006 *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*, ainsi que plusieurs articles portant sur les caractéristiques des élus locaux français et sur les conséquences que peuvent avoir leur absence de représentativité sociale et les transformations des règles de scrutin sur le caractère peu démocratique de leurs pratiques et de leurs représentations.